



Independent observer  
of the Global Fund

## Un point de vue sous différents angles : La 8ème reconstitution des ressources du Fonds mondial (2e partie)

Avec les contributions des groupes de l’Afrique de l’Ouest et du Centre et de l’Afrique orientale et australe (AOC/AOA), de la délégation des ONG des pays en développement (ONGD) et des groupes de l’ONUSIDA, ainsi que du réseau des défenseurs du Fonds mondial (GFAN) et du département des relations avec les donateurs du Secrétariat du Fonds mondial.

Dans cet article, nous abordons la reconstitution des ressources dans le contexte d’un Fonds mondial en évolution, le rôle des décisions clés telles que la répartition mondiale des maladies, l’importance du partenariat et d’autres considérations relatives à la reconstitution des ressources. Pour mieux comprendre cet article, qui constitue la deuxième partie d’une série de deux articles, nous vous conseillons de lire la première partie, qui présente le contexte de la reconstitution des ressources, les enseignements tirés de la reconstitution des ressources sur le site 7ème et les défis à relever.

Afin de comprendre comment le partenariat se prépare au prochaine 8ème reconstitution prévu en 2025, nous avons interrogé ou administré un questionnaire écrit aux personnes suivantes :

- Cecilia Senoo, membre du Conseil d’administration et Yolanda Paul, membre suppléant du Conseil d’administration, délégation des ONG des pays en développement au Conseil d’administration du Fonds mondial
- Thembisile Xulu, Afrique orientale et australe (AOA) et Dr Ibrahim Tajudeen, Afrique occidentale et

centrale (AOC), Conseil d'administration du Fonds mondial : Points focaux pour la communication. [Dans la suite du document, il sera fait mention des circonscriptions AOC/AOA uniquement car il s'agit d'une réponse conjointe, fournie avec l'aimable autorisation du Bureau des circonscriptions africaines du Fonds mondial].

- Lee Ali Abdelrahman Abdelfadil et Julianna Hills, circonscription de l'ONUSIDA.
- Katy Kydd Wright, Directrice, Réseau des défenseurs du Fonds mondial (GFAN).
- Dianne Stewart, responsable des relations avec les donateurs et directrice adjointe des relations extérieures et de la communication, Secrétariat du Fonds mondial.

## La reconstitution des ressources dans le contexte d'un Fonds mondial en pleine évolution

Dans un contexte dramatique et en constante évolution, le Fonds mondial doit également répondre à un nombre croissant de préoccupations des donateurs, telles que le changement climatique et la résistance aux antimicrobiens (RAM). Toutefois, les personnes interrogées et les répondants à l'enquête n'ont pas manqué de souligner que ces préoccupations n'étaient pas étrangères au champ d'action actuel de l'organisation. Comme l'a fait remarquer Lee Ali Abdelrahman Abdelfadil, de l'ONUSIDA : « Nous vivons dans un monde de polycrise. Il serait naïf de dire que le changement climatique n'affecte pas le VIH ou que la dette n'affecte pas la capacité des pays à allouer davantage de ressources au VIH, à la tuberculose, au paludisme, aux [systèmes de santé] et aux ripostes menées par les communautés ».

Dianne Stewart, du Secrétariat, a déclaré : « Cela a toujours fait partie de notre stratégie actuelle d'examiner les implications d'une planète changeante sur notre mandat... Au cours des deux dernières années, nous avons élargi nos conversations autour du climat et de la santé et cela concerne un tout nouvel ensemble d'acteurs tels que le [Fonds vert pour le climat](#). » Le Secrétariat n'est pas le seul à renforcer ces liens ; Katy Kydd Wright, du GFAN, a déclaré : « Nous avons fait un peu de sensibilisation dans la communauté climatique... Notre sentiment général est que nous voyons la nécessité d'avoir ces conversations. Nous ne savons pas exactement si cela nécessite plus d'argent ou si cela signifie simplement de meilleures façons de faire les choses pour atténuer les risques ». Lors de la réunion du comité stratégique 26<sup>e</sup> en octobre 2024, certains groupes se sont demandé si le climat devait être abordé de manière autonome (comme par le biais de l'[investissement catalytique proposé par le Fonds mondial](#)) ou intégré dans les subventions par pays, avec d'autres discussions sur ce sujet, car les investissements catalytiques sont devenus une pomme de discorde. Les groupes d'intérêt se sont opposés sur la question de savoir si ces initiatives devraient être planifiées dans tous les scénarios de reconstitution des ressources, y compris en cas de faibles résultats de collecte de fonds, et à quel niveau d'investissement financier. Certains groupes ont préconisé de donner la priorité à des thèmes spécifiques d'investissement catalytique, tandis que d'autres ont préconisé une certaine souplesse en fonction des résultats de la reconstitution des ressources. Le Secrétariat a été encouragé à fournir des scénarios plus élaborés lors de son prochain point de contact avec le Conseil d'administration plus tard dans l'année.

De même, la résistance aux antimicrobiens étant une [préoccupation mondiale](#), Dianne Stewart, du Secrétariat, a déclaré que lors des conversations avec les donateurs, « nous devons parler de la résistance [à la thérapie combinée à base d'artémisinine], ainsi que des défis posés par la tuberculose multirésistante. Nous devons parler des défis que pose la tuberculose multirésistante... Les réponses du Fonds mondial dans ces deux cas montrent que nous essayons déjà de faire face aux impacts de la résistance aux antimicrobiens ».

En outre, l'intégration est un thème de longue date au sein du Fonds mondial, mais il fait l'objet d'un regain d'intérêt, les regroupements de l'AOC/AOA soulignant que « les approches de financement intégrées entre les secteurs (par exemple, la santé, l'éducation, le développement économique) gagnent du terrain ».

## Répartition mondiale des maladies (GDS)

Katy Kydd Wright, du GFAN, a souligné : « Je ne pense pas que le financement du Fonds mondial se concentre uniquement sur le VIH, la tuberculose et le paludisme... Lorsqu'on examine les plans mondiaux des partenaires techniques, on constate qu'ils incluent toutes sortes de choses qui ne sont pas strictement ce que les gens considèrent comme des investissements verticaux. Dianne Stewart, du Secrétariat, a également souligné que la répartition mondiale des maladies ne fait pas souvent partie des conversations sur la reconstitution des ressources entre le Secrétariat et les donateurs : « Ce n'est pas à nous, les collecteurs de fonds, ni au Secrétariat du Fonds mondial de discuter avec un donateur particulier de l'allocation correcte pour une maladie donnée. C'est une conversation qu'ils doivent avoir avec leurs collègues du Conseil d'administration et les parties prenantes. En ce qui concerne la perception selon laquelle les membres du partenariat pourraient favoriser le financement d'une maladie plutôt qu'une autre, elle a ajouté : « Avons-nous assez d'argent pour terminer le travail dans le système afin de mettre fin à l'une de ces trois maladies ? Le Fonds mondial a-t-il assez d'argent ? Non. Dépensons-nous suffisamment d'argent pour lutter contre la tuberculose, le paludisme et le VIH collectivement, en tant que communauté internationale, ou dans un seul pays ? Non. Il y a des lacunes. Nous le savons. Il s'agit d'attirer plus d'argent vers la lutte contre ces trois maladies et vers les systèmes de santé qui soutiennent cette lutte.

Il semblerait que les membres du comité et du Conseil d'administration aient pris à cœur le conseil de discuter du SMD entre eux, avec des conversations animées sur le sujet lors des réunions du comité d'octobre 2024. Lors de la réunion du comité stratégique, de nombreuses parties prenantes ont exprimé leur inquiétude quant à la manière dont la répartition mondiale des maladies serait gérée dans les scénarios de réapprovisionnement inférieur en particulier. Cependant, Katy Kydd Wright, GFAN, a noté que la tension entre le financement des différentes maladies est le résultat du choix des donateurs de sous-financer l'ensemble de l'agenda pour les trois maladies, expliquant que « pour cette reconstitution, nous avons ressenti un réel besoin de pousser un peu plus fort vers le Secrétariat et les donateurs [en disant], « C'est une voie que nous choisissons ensemble sur la base de la quantité d'argent que nous donnons. Vous pouvez vous asseoir à la table du Conseil d'administration et dire tout ce que vous voulez sur telle, telle et telle priorité, mais si vous n'apportez pas l'argent nécessaire, cela ne se fera pas ». En outre, elle a fait remarquer que « [les donateurs] ne peuvent pas s'attendre à ce que le Fonds mondial s'adapte éthiquement à d'autres domaines que ceux dans lesquels il a investi, si vous ne lui donnez pas le montant nécessaire pour faire ce travail ».

## Partenariats

Le Fonds mondial a toujours été un partenariat et la reconstitution des ressources est en grande partie le résultat d'un vaste effort de partenariat. Toutefois, le groupe spécifique de partenaires n'est pas statique et, à l'approche de la 8ème reconstitution des ressources, nous étions curieux d'entendre les personnes

interrogées et les répondants à l'enquête sur les nouveaux partenariats à établir ou sur les partenariats existants à renforcer. Dianne Stewart, du Secrétariat, a résumé la situation en déclarant : « Nous parlons toujours de la sauce secrète de la reconstitution des ressources du Fonds mondial – c'est l'incroyable partenariat qui entoure le Fonds mondial, qui le maintient ensemble et qui fait entendre sa voix... J'inclus les partenaires du secteur privé, les fondations partenaires, les personnes qui siègent sur le bureau du Fonds mondial, en particulier les gouvernements. Nous ne pouvons pas le faire sans eux.

Les circonscriptions de l'AOC/AOA ont commenté les relations existantes : « ... renforcer les relations avec les pays et travailler par le biais du système gouvernemental comme l'institution d'audit suprême, l'autorité nationale d'assurance maladie et promouvoir les exécutants locaux, les organismes régionaux, comme la Commission de l'Union africaine, le CDC Afrique (centre de contrôle et de prévention des maladies), et les communautés économiques régionales, sera crucial pour assurer le leadership africain et l'appropriation des initiatives de santé ». Cecilia Senoo, DCNGO, a observé les fruits du renforcement des partenariats existants : « Nous constatons une approche plus coordonnée avec d'autres initiatives mondiales en matière de santé afin de garantir que nous optimisons le financement limité et que nous sauvons des vies... Le Fonds mondial positionne ses efforts de manière proactive et [visible] en étroite collaboration avec les partenaires mondiaux en matière de santé et d'autres parties prenantes clés afin de garantir que le Fonds mondial participe aux discussions pertinentes sur la santé mondiale et démontre comment son travail est lié aux priorités qui figurent en bonne place dans l'agenda international. »

Katy Kydd Wright, du GFAN, a ajouté : « La continuité et la présence dans l'esprit des décideurs sont des éléments qui restent importants au fil des renouvellements. Je pense que le Fonds mondial et la société civile y parviennent très bien ». Dianne Stewart, du Secrétariat, est du même avis : « L'un des principaux enseignements que nous avons tirés de la 7<sup>e</sup> reconstitution des ressources est qu'il est essentiel d'entretenir des relations étroites avec tous nos partenaires dans les capitales des pays donateurs. J'entends par là les membres des gouvernements eux-mêmes, les décideurs, mais aussi les défenseurs de la société civile dans ces pays, le réseau plus large de communautés et de voix... Ces partenariats sont inestimables ».

Katy Kydd Wright, GFAN, a poursuivi en soulignant que le défi pour la société civile est le suivant : « On nous demande d'être dans les mêmes espaces que les gouvernements et les secrétariats des institutions de santé mondiale alors qu'il n'y a pas de financement, pas de soutien pour cet engagement », mais elle a souligné que « le Fonds mondial, par l'intermédiaire de l'équipe des relations extérieures et de la communication, a essayé de trouver différentes façons de s'engager » et elle a apprécié le fait que « le Fonds mondial s'engage avec des défenseurs dans le monde entier, mais il ne dirige pas la société civile. Il s'agit d'un échange honnête et ouvert », ce qui en fait « le meilleur parmi les autres » en termes d'engagement avec la société civile et les communautés. Du point de vue de la société civile, cela nous permet d'être positifs pendant la reconstitution des stocks. Nous avons certainement beaucoup de critiques à formuler... mais nous avons confiance dans le mécanisme, les processus et le fait qu'il s'agit d'une institution d'apprentissage.

Julianna Hills, de l'ONUSIDA, a déclaré : « Compte tenu des changements imminents concernant le Fonds mondial et d'autres donateurs importants, ainsi que des résultats des élections, ce à quoi [le partenariat privé-public] va ressembler va devoir évoluer et devenir un instrument plus flexible ». Dianne

Stewart, du Secrétariat, a fait remarquer que « les partenaires traditionnels doivent absolument être présents... mais nous devons également être prêts à travailler avec des acteurs inhabituels afin de réagir efficacement ensemble ». D'autres ont fait écho à ce sentiment, les regroupements de l'AOC/AOA citant l'engagement de 5,5 millions de dollars de Goodbye Malaria, une initiative d'entrepreneurs africains, pour noter que « les partenariats non traditionnels avec le secteur privé sont considérés comme essentiels, en particulier pour la mise en place de solutions innovantes et l'élargissement d'initiatives majeures en matière de santé ».

En parlant de partenariats non traditionnels, Katja Roll et Christoph Benn ont attiré l'attention dans [leur récent article du Global Fund Observer](#) sur la nécessité d'un « nouveau cadre de financement mondial de la santé et du développement pour attirer les donateurs non traditionnels ». Cela s'applique aux donateurs existants mais quelque peu réticents comme la Chine et certains pays riches en pétrole, mais aussi à de véritables nouveaux donateurs comme les membres du [Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques] qui, jusqu'à présent, ne contribuent pas aux fonds multilatéraux pour la santé en fonction de leur capacité économique. Tous ces pays considèrent l'architecture actuelle de l'aide comme dépassée et comme une création des donateurs occidentaux traditionnels. Les principes de l'investissement public mondial (décrits plus en détail [ici](#)) constituent une approche alternative crédible ».

Katy Kydd Wright, du GFAN, a déclaré que « pour que la 8<sup>e</sup> soit réussie, il faut que l'engagement du secteur privé soit plus important en termes d'argent et de contribution ». Lee Ali Abdelrahman Abdelfadil, de l'ONUSIDA, a fait une remarque perspicace en déclarant : « D'après ce que nous avons vu, il est évident que les partenariats avec le secteur privé peuvent être explorés davantage. L'essentiel est de savoir comment cela complétera les efforts existants dans le cadre des subventions, en reconnaissant que les partenaires du secteur privé ont leur propre agenda. »

Un sous-ensemble du secteur privé sur lequel Katja Roll et Christoph Benn ont également attiré l'attention dans [article du Global Fund Observer est constitué](#) par les personnes fortunées. Dianne Stewart, du Secrétariat, a souligné que le calendrier des dons de ces personnes ne correspond pas toujours à la reconstitution officielle des ressources, déclarant que « pour les personnes fortunées, notre cycle de reconstitution des ressources n'est absolument pas pertinent... Nous pouvons travailler à certaines annonces dans le cadre de la reconstitution des ressources, mais en réalité, ces pipelines doivent être en développement constant. Nous devons avoir la flexibilité nécessaire pour accepter cet argent lorsqu'il arrive et en faire le meilleur usage possible, quel que soit le stade du cycle. »

### Opportunités supplémentaires

Les personnes interrogées espèrent que le Conseil et les Comités du Fonds mondial envisageront quelques autres éléments transversaux dans le cadre des discussions sur la reconstitution des ressources. Katy Kydd Wright, GFAN, a déclaré : « Étant donné les crises de la dette auxquelles sont confrontés de nombreux pays réalisateurs, j'aimerais que l'on se concentre davantage sur des éléments tels que le lien entre dette et santé ». Lee Ali Abdelrahman Abdelfadil, de l'ONUSIDA, a suggéré : « Ne devrions-nous pas également nous poser collectivement une question sur les réserves bilatérales ? Comment pouvons-nous les aligner pour soutenir cette transition et nous aligner sur le [cycle de

subvention 8] ? ...Il s'agit de contextualiser la reconstitution dans tout ce qui se passe et de [prendre] des décisions dans les programmes multilatéraux et bilatéraux qui accompagnent, soutiennent et alignent ».

## Conclusion

Malgré un contexte difficile pour la 8<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds mondial, toutes les personnes interrogées et les répondants à l'enquête ont gardé une attitude positive face aux défis à venir. Nous attendons avec impatience le prochain dossier d'investissement et nous serons très attentifs à la réponse du partenariat et aux mesures qu'il prendra pour atteindre un objectif de collecte de fonds ambitieux.

[Read More](#)

---